

L'initiative anti-minarets est une « gifle aux élites politiques »

Publié le 30 novembre 2009 · 4 min de lecture



Sauf avis contraire, les articles, coupures de presse, communiqués ou conférences que nous publions ici n'émanent pas des membres de la FSSPX et ne peuvent donc être considérés comme reflétant la position officielle de la Fraternité Saint-Pie X

Lundi 30 novembre 2009

Selon la presse suisse, la votation populaire de ce dimanche contre la construction des minarets est surtout un échec pour le Conseil fédéral.

Un « désaveu pour le gouvernement qui se retrouve dans le camp des perdants » (Télévision suisse romande). Ce lundi matin, les médias helvétiques ne sont pas tendres avec les dirigeants suisses. Le peuple vient d'accepter à 57,5% une initiative pour interdire la construction de nouveaux minarets sur le sol suisse, alors que les derniers sondages auguraient un refus. Pire, expliquent les éditorialistes, malgré son opposition au texte, le Conseil fédéral n'a pas su se faire entendre.

« A voir comment elles s'y sont prises pour contrecarrer l'initiative antiminarets, on n'est pas sûr que les autorités politiques disposent des outils adéquats pour gérer la lourde entreprise de déminage international qui a débuté hier. La parcimonie de l'engagement durant la campagne, d'un Conseil fédéral bien timide comme des partis traditionnels presque absents du débat, doit faire place à une volonté résolue », affirme Therry Meyer dans les pages du quotidien lausannois *24Heures*.

Un « excès de confiance des élus » que dénoncent deux représentants de la communauté musulmane interrogés par le quotidien : « Face à un discours de propagande de l'UDC, les autres partis n'ont pas compris qu'il fallait parler fort et clair ». *La Tribune de Genève* qualifie ce vote de « gifle aux élites politiques et médiatiques ».

Le quotidien valaisan *Le Nouvelliste* titre « L'agonie des élites politiques » : « Si l'UDC, les Verts et

les socialistes ont déjà amorcé un virage en se recentrant sur les attentes du souverain, les deux grands partis bourgeois que sont les démocrates-chrétiens et les libéraux-radicaux n'ont d'autre choix désormais que d'abandonner leur vie tranquille dans les coulisses du pouvoir pour rejoindre les réalités de leurs électorats respectifs. »

« L'UDC n'en demandait pas tant »

Dans *L'Express* et *L'Impartial*, Nicolas Willemin se désole : « Plutôt que de compter sur l'impossible sagesse populaire, le Conseil fédéral et le Parlement auraient mieux fait de prendre leur responsabilité et de récuser une telle initiative. Mieux vaut prévenir que guérir. »

Même tonalité dans les pages de *La Liberté*, qui souligne l'étonnement des partis en faveur du texte : « Même l'UDC et l'Union démocratique fédérale, les deux seuls partis qui soutenaient l'initiative, n'en demandaient pas tant. Déroutés, les adversaires du projet ont fait leur mea culpa, en reconnaissant qu'ils n'avaient pas pris suffisamment au sérieux les craintes de la population. »

« Si le parti se "réjouit", dans un communiqué officiel, du "oui clair" du souverain à l'initiative anti-minarets, beaucoup de démocrates du centre ont le triomphe bien plus modeste. Et certains semblent dépassés par l'événement", ajoute *Le Temps*.

« Un affront à l'islam qui pourrait coûter cher »

Le *Journal du Jura* dénonce l'amalgame entretenu par la campagne de la droite populiste entre la population musulmane de Suisse et le « fondamentalisme religieux agitant le monde ». « Vengeance, boycott, rétorsion... Cet affront à l'islam pourrait coûter cher. Certains, polytraumatisés de la crise, ont glissé dans l'urne un vote de protestation et de méfiance plus que de haine et de défiance. Il en est ressorti une bombe », s'alarme *La Tribune de Genève*.

« Au moment où tant d'autres défis sont à relever, de la crise économique au conflit avec la Libye en passant par la disparition du secret bancaire, espérons que (le) prix ne sera pas exorbitant », commente le journal fribourgeois *La Liberté*.

Le vote « va renforcer l'isolement international de la Suisse même auprès des pays occidentaux », prédit le quotidien zurichois *Tagesanzeiger*. « Les suites immédiates de la votation sont limitées. Les minarets existants ne sont pas menacés (et) de nouveaux n'étaient pas attendus en masse », tempère la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) qui déplore cependant que « le climat (se soit) nettement refroidi pour les musulmans ».

Sur le Bondy Blog, le rédacteur en chef Antoine Menuisier, correspondant pour la presse helvétique conclut : « La communauté internationale pourrait être amenée à s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays qui joue dangereusement avec ses jouets démocratiques [...] Les Suisses, comme souvent, ont voté, entre eux, sûrs de leurs bons droits démocratiques. Mais à l'étranger, cette zone immense dont ils ont tendance à faire abstraction, on les regarde, on les observe. »

In *L'Express.fr* du 30 novembre 2009

